

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 4/2021

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Bail à loyer

Frais et honoraires d'avocat – Demande en répétition – Lien direct avec l'exécution du contrat de bail - Compétence – Juge de paix – NCPD, art. 3, 3°. - avec les conclusions du Parquet général 353

Droit pénal

1° Droit pénal général – Délit collectif – Notion – Régime – Concours idéal – Application de la loi pénale dans le temps – C. pén., art. 65. 389

2° Droit pénal spécial – Délaissement d'enfant – Eléments constitutifs – Elément matériel – Délaissement momentané suffisant – Lieu solitaire – Elément moral – Dol général – C. pén., art. 358 et 359. 417

3° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Exploitation par le travail – Conditions d'emploi contraires à la dignité humaine – C. pén., art. 382-1. 425

4° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Moyen par lequel le contrôle sur une personne est obtenu (non) – C. pén., art. 382-1. 425

5° Droit pénal spécial – Traite des êtres humains – Eléments constitutifs – Conditions d'emploi contraires à la dignité humaine – Appréciation in concreto par le juge – C. pén., art. 382-1. 425

Mariage

Devoir de fidélité entre époux – Adultère – Faute – Responsabilité civile – Préjudice – Croyance erronée dans la paternité de l'enfant – C. civ., art. 212. 360

Partage

1° Indivision – Refus d'un co-indivisaire de consentir à un acte – Autorisation judiciaire – Condition – Preuve préalable de la mise en péril de l'intérêt de tous – Acte d'une nécessité contraignante – Vente de gré à gré – Atteinte à l'intérêt commun (non) – C. civ., art. 815-5. 362

2° Indivision – Indemnité d'occupation – Condition – Impossibilité de droit ou de fait pour l'autre indivisaire d'user de la chose (non) – Occupation par un co-indivisaire et l'enfant commun (non) – C. civ., art. 815-9. 362

3° Indivision – Occupation privative et personnelle – Charges de copropriété – Répartition – C. civ., art. 815-13. 362

4° Indivision – Impenses nécessaires – Notion – Régime – Répartitions – C. civ., art. 815-13. 362

5° Indivision – Indemnité d'occupation – Conditions – Jouissance exclusive – Notion – Exemples – C. civ., art. 815-9. 366

Procédure civile et commerciale

- 1° Exploit d'huissier – Signification – Société commerciale étrangère – Succursale – Notion – Assignation – Exigences – NCPC, art. 41 et 155. 385
- 2° Appel – Jugement mixte – Recevabilité – Exception de *cautio judicatum solvi* – Rejet – Jugement définitif sur l'incident – NCPC, art. 579. 397
- 3° *Cautio judicatum solvi* – Défendeur ressortissant des Etats-Unis d'Amérique – Exemption – NCPC, art. 257 – Traité d'amitié du 23 février 1962 d'établissement et de navigation conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et le Luxembourg, art. III. 397
- 4° Expertise judiciaire – Nullité – Inopposabilité – Distinction – Domaines d'application – Droits de la défense – Principe du contradictoire – Prérapport – NCPC, art. 65. 405
- 5° Expertise unilatérale – Inopposabilité – Limites – Elément de preuve – Valeur probatoire – Conditions – NCPC, art. 64. 405

Procédure pénale

- 1° Instruction préparatoire – Partie civile – Droits – Intervention dans la procédure d'instruction – Actes d'investigation utiles à la manifestation de la vérité – Inculpation d'un suspect (non) – C. pr. pén., art. 53, 63, 69, 82 et 88. 372
- 2° Instruction préparatoire – Partie civile – Droits – Demande d'actes d'investigation – Actes utiles à la manifestation de la vérité – Inculpation d'un suspect (non) – C. pr. pén., art. 53, 63, 69, 82 et 88. 374

Sûretés

Contrat de garantie financière – Elément déclencheur de la réalisation – Allégation de fraude ou d'abus de droit – Mesure conservatoire – Requête unilatérale ou assignation devant le Président du tribunal d'arrondissement siégeant en matière de référé – Loi du 5 août 2005, art. 20, (4) ; NCPC, art. 66 et 933. - **avec les conclusions du Parquet général** 341

Transport

Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Clause attributive de juridiction – Compétence exclusive – Contrariété à la CMR – Sanction – Annulation intégrale de la clause contractuelle – C. civ., art. 1134 ; Convention de Genève du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 31 et 41. 376